



Présidence française de l'Europe : *Ça commence mal !*

Les 12 et 13 janvier, les ministres de la défense des pays de l'Union Européenne seront réunis à Brest. Leurs homologues des Affaires Étrangères seront réunis au même lieu les 13 et 14 janvier. Défense et sécurité des frontières, le premier sommet de la présidence française de l'UE donne le ton. Si l'ordre du jour précis de ces réunions n'a à notre connaissance pas encore été rendu public, les différentes interventions du président Macron sur le mandat européen à venir semble tracer les grandes lignes.

Faire de l'Europe une forteresse

Sur la question de l'immigration, alors que de nombreux migrants poussés hors de leur pays par l'insécurité et la guerre viennent mourir aux portes de l'Europe, ou vivent parqués dans des campements insalubres, il s'agirait pour M. Macron de « *sécuriser les frontières* ». En clair : renforcer le dispositif européen *Frontex* de contrôle de l'immigration. Apparemment les images de personnes, dont de nombreux enfants, bloquées à la frontière polonaise, expulsées de campements insalubres en France ou noyées dans la Méditerranée ou la Manche ne semblent pas insoutenables pour tout le monde. 80 millions de personnes dans le monde, dont la moitié ont moins de 18 ans sont aujourd'hui déplacées loin de chez eux pour tenter de survivre. Quasiment tous les pays européens ont fermé leurs frontières, érigé des murs et des barbelés et payent la Turquie pour retenir les migrants hors de l'Europe. Loin donc de répondre notamment aux associations de défense de migrants de sécuriser les voies d'accès au continent Européen, la présidence française entend bien contribuer à développer les moyens pour faire encore plus de l'Europe une forteresse... et répondre notamment aux exigences des extrêmes droites.

L'illusion d'une défense européenne autonome

Concernant la Défense, M. Macron entend essayer de faire avancer son idée d'une Europe de la défense. Le président français qui affirmait en 2017 son vœu d'une « *autonomie Européenne* » en matière de défense semble avoir abandonné l'idée au vu de la préférence d'un certain nombre de pays de privilégier les Etats-Unis pour assurer la défense de l'Europe. La tâche principale concernant le dossier défense serait donc de définir « *la boussole stratégique européenne* », devant permettre à l'Europe d'identifier les menaces communes qui pèsent sur le continent et de définir des objectifs commun... pour préparer le sommet de l'OTAN en juin.

Il s'agit donc bien de continuer à suivre la stratégie des Etats-Unis et revenir vers une logique de blocs face à la Chine et à la Russie.

Alors que la course aux armements est relancée partout dans le monde (2000 Milliards de dollars dépensés l'an dernier) et que la France, comme d'autres en Europe, participe à l'instabilité de certaines zones de conflits en aidant de nombreux pays à s'armer, alors que les zones de tensions se développent et que les prémices d'une nouvelle guerre froide se fait jour, l'Europe en s'adossant à l'OTAN et en refusant de se démarquer de la politique américaine participe à rendre le monde moins sûr.

Pacifier le monde plutôt qu'attiser les tensions

La France a subi un camouflet monumental avec l'affaire des sous-marins australiens. Elle devrait encore mieux que d'autres mesurer la façon dont les Etats-Unis traitent leurs « amis » quand leurs seuls intérêts économiques, politiques et stratégiques sont en jeu.

L'enjeu ne devrait donc pas être de rendre l'Europe encore plus dépendante de l'OTAN mais au contraire de s'en désolidariser, de travailler sur un renforcement du rôle de l'ONU qui doit être la seule organisation internationale à agir pour régler les conflits.

Enfin si nous ne pouvons que nous satisfaire de la déclaration des 5 membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU qui affirment « *qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée* »... Pour autant, le moyen le plus efficace pour prévenir l'utilisation de la bombe atomique est bien... d'en supprimer la possibilité de s'en servir ! La France doit donc contribuer à mener le débat pour engager les discussions en vue d'un désarmement multilatéral. Et pourquoi ne pas donner l'exemple en devenant le premier pays possesseur de la bombe atomique à signer le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires ?

Montreuil, le 10 janvier 2022